



Communiqué de presse des organisations syndicales de l'Éducation nationale de l'académie de Limoges : FSU, UNSA-éducation, CGT-éduc'action, SNFOLC-FO, SGEN-CFDT.

La politique gouvernementale confirme le dogme du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite et la destruction des emplois publics alors que le chômage explose, que les inégalités sociales et territoriales se creusent. Plutôt qu'investir dans l'Éducation, en faire une réponse offensive à la crise que connaît notre pays, le président de la République M. Sarkozy et le ministre de l'éducation nationale, M. Chatel poursuivent leur entreprise de démolition. Cette règle d'or libérale supprime encore 290 emplois dans l'académie de Limoges.

Dans l'enseignement du premier degré, 131 emplois sont supprimés, alors que la baisse démographique annoncée sur l'Académie n'est que de 210 élèves (soit 1 poste supprimé pour 1,6 élève de moins !). Le Recteur a décidé de ponctionner 49 postes en Corrèze, 30 en Creuse et 42 en Haute-Vienne auxquels il faut ajouter 4 postes d'intervenants extérieurs et 6 postes d'assistants étrangers.

Dans le second degré, 147 emplois sont supprimés. Le Recteur s'est attaqué aux élèves les plus fragiles, aux territoires les plus fragiles. Il avait projeté de fermer l'EREA de Meymac, un lycée professionnel, celui du Mas Jambost, jouant un rôle social essentiel de part son implantation géographique, de remettre en cause les équilibres territoriaux et la diversité de l'offre de formation de proximité comme au lycée de Saint Léonard, au lycée de Felletin, au lycée d'Ussel, etc. L'argumentation des élu-e-s des personnels au comité technique académique et la mobilisation (personnels, usagers, élu-e-s et de la population) a contraint le Recteur à des reculs. Mais la mobilisation doit continuer et s'amplifier car les moyens alloués aux établissements pour préparer la prochaine rentrée sont partout revus à la baisse et annoncent de nouvelles dégradations dans les établissements.

69 postes de professeurs de lycée professionnel seront supprimés portant à 20% des emplois la réduction cumulée depuis 2008. Cette casse du service public d'enseignement professionnel initial sous statut scolaire est guidée par la politique actuelle de développement de l'apprentissage dès 14 ans.

Dans l'administration de l'Éducation Nationale ce sont 12 emplois de personnels administratifs qui sont supprimés et la perspective de suppression d'un échelon administratif de proximité que représentaient les Inspections Académiques.

C'est la formation continue des adultes assurées par les GRETA qui est remise en cause avec la mise en place des GIP.

Les réformes en cours, à tous les niveaux du système éducatif ou à l'encontre du statut des fonctionnaires ont pour caractéristiques communes de dessiner un système éducatif plus inégalitaire, plus ségrégatif et plus inefficace. La France est le seul pays de l'OCDE qui voit reculer le taux de scolarisation des jeunes et augmenter les échecs. Les inégalités sociales accroissent le recul de la démocratisation de l'enseignement selon les enquêtes internationales (PISA) et l'objectif d'élévation générale du niveau de formation s'éloigne. Une Nation qui n'investit plus dans son école n'a pas d'avenir.

C'est pourquoi les organisations FSU, UNSA-éducation, CGT-éduc'action, SNFOLC-FO, SGEN-CFDT vous appellent, tous et toutes, personnels, élu-e-s, parents, élèves, citoyen-ne-s soucieux de l'avenir du service public d'éducation à nous rassembler massivement SAMEDI 18 FEVRIER à 14h30 Place de la République à Limoges.